

DELIBERATION

Séance du 24 septembre 2014 à 18 heures
Sous la présidence de M. Antoine AUDI, maire

SG/LR

CONTRAT DE VILLE

Conseil citoyen

Etaient présents : M. AUDI Maire, M. MOSSION 1er Maire-adjoint, Mme DARTENCET 2^{ème} adjoint, M. ROUQUIÉ 3^{ème} adjoint, Mme MAYAUD 4^{ème} adjoint, M. DUNOYER 5^{ème} adjoint, M. KHAIRALLAH 7^{ème} adjoint, Mme RAT 8^{ème} adjoint, M. CIPERRE 9^{ème} adjoint, Mme DATRIER 10^{ème} adjoint, M. TENAILLON, M. BAZIN, M. COUDERC, Mme LEON, Mme PERIER, Mme TRARIEUX, Mme GUEGUIN, Mme BORAS, Mme HANOU, M. THIAM, M. MACARY, M. DUVAL, Mme TOULAT, M. JARDRY, Mme MAXHEIM-MALARD, M. AURO, M. BOURGEOIS, Mme DOAT, M. BARBANCEY, M. GIRADEL, M. LE VACON, Mme MOULENES, Mme LABAILS formant la majorité des membres en exercice

Absents, excusés : Mme PERRAUD-DAUSSE 6^{ème} adjoint (mandataire M. KHAIRALLAH), M. MOYRAND (mandataire Mme LABAILS)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis de la Commission Urbanisme, Travaux et Déplacement du 16 septembre 2014 ;

CONSIDERANT le rapport présenté par Monsieur Gérard TENAILLON, conseiller municipal ;

« La Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 pose un cadre renouvelé pour la Politique de la Ville au travers la mise en œuvre d'un nouveau Contrat de Ville pour la période 2014-2020.

Ce Contrat mobilise des partenaires et des financements afin d'améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires à travers la définition d'objectifs stratégiques et un plan d'actions.

Les quartiers du Gour de l'Arche et du Bas Toulon ont été reconnus comme « quartier prioritaire » par l'Etat en juin 2014.

Le Contrat de Ville s'articule autour de 3 piliers que sont la cohésion sociale (enfance, éducation, lien social et intergénérationnel...), le développement de l'activité économique et de l'emploi (soutien à l'entrepreneuriat, contrats aidés, dynamisation de l'activité commerciale de proximité...) et le cadre de vie (création d'équipements publics, de projets d'aménagement, d'amélioration de l'habitat, etc.).

La Loi précitée prévoit que la Politique de la Ville s'inscrive « dans une démarche de coconstruction avec les habitants, les associations et les acteurs économiques, s'appuyant notamment sur la mise en place de conseils citoyens, selon des modalités définies dans les contrats de ville, et sur la coformation ».

En application de l'article 7 de cette loi, il est décidé de mettre en place un Conseil citoyen référent sur les quartiers du Gour de l'Arche et du Bas-Toulon reconnus comme « quartier prioritaire » de la Politique de la Ville par l'Etat.

Ce Conseil aura pour rôle de faire participer les habitants à l'élaboration et à la mise en œuvre du Contrat de Ville. Il permettra de faire émerger des initiatives des habitants en lien avec les structures existantes, tel le Centre Socioculturel.

Celui-ci est composé de 24 membres répartis dans 2 collèges, le collège habitants (16 membres) et le collège acteurs locaux (8 membres) :

- ↳ le 1^{er} est composé exclusivement d'habitants tirés au sort à parité hommes/femmes sur la base des listes électorales, des listes du bailleur social et des listes EDF pour assurer une représentation intergénérationnelle et multiculturelle. Ce collège représentera environ 75% du Conseil citoyen. La répartition des habitants sera proportionnelle au poids démographique du quartier du Gour de l'Arche et de celui du Bas-Toulon retenus dans le périmètre de la géographie prioritaire de la Politique de la Ville.

- le 2nd est composé d'acteurs associatifs, économiques, professions libérales des quartiers sur la base d'un appel à candidatures puis tirage au sort à parité hommes/femmes. La répartition des acteurs locaux sera proportionnelle au poids démographique du quartier du Gour de l'Arche et de celui du Bas-Toulon retenus dans le périmètre de la géographie prioritaire de la Politique de la Ville.

Ces désignations des membres du Conseil citoyen sont faites sous le contrôle d'un huissier de justice assermenté choisi dans le respect des procédures du Code des marchés publics.

Ce Conseil citoyen est associé à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation du futur Contrat de ville. Des représentants du Conseil citoyen participent aux instances de pilotage du futur Contrat de ville, y compris celles relatives au Projet de Renouvellement Urbain du Gour de l'Arche.

Il est rappelé que le Conseil citoyen exerce son action en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics et inscrit son action dans le respect des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité et de neutralité.

Il est demandé au représentant de l'État dans le département de Dordogne, après consultation du président du Grand Périgueux, en tant que Chef de file du futur Contrat de Ville, de reconnaître la composition du Conseil citoyen.

Le Contrat de Ville définit un lieu et des moyens dédiés pour le fonctionnement du Conseil citoyen, ainsi que des actions de formation. Le Conseil citoyen pourra faire appel à des personnalités extérieures en raison de leur expertise dans les domaines relevant de leur compétence.

Afin de faciliter la mise en place du Conseil citoyen et de garantir la neutralité de son fonctionnement vis-à-vis des pouvoirs publics, une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sera désignée.

Celle-ci aura pour but de structurer et d'animer le Conseil citoyen durant la période d'élaboration du Contrat de Ville et de fournir des pistes d'actions qui pourront être développées par le Conseil citoyen, après la signature du Contrat de Ville. Cette Assistance à Maîtrise d'Ouvrage travaillera à :

- Recueillir et retranscrire la parole des habitants ;
- Etablir les besoins en formation des habitants et faire des propositions de formation adaptées ;
- Etablir et formaliser avec les habitants des modalités d'organisation et de fonctionnement ;
- Définir les besoins et mettre en place les outils de communication nécessaires au fonctionnement du Conseil citoyen ;
- Poser les bases de futures initiatives du Conseil citoyen et des habitants. »

- LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE -

Article 1° : d'approuver la création du Conseil citoyen du Gour de l'Arche et du Bas-Toulon ;

Article 2° : d'approuver les modalités de désignation des membres du Conseil citoyen ;

Article 3° : de désigner Madame Christiane Rat-Soulier élue référente du Conseil citoyen ;

Article 4° : d'autoriser Monsieur le Maire à signer la charte de fonctionnement du Conseil citoyen ;

Article 5° : de charger Monsieur le Maire de solliciter toutes les subventions utiles à la mise en place et au fonctionnement du Conseil citoyen.

Le Maire,

Antoine AUDI

